




Fondation pour l'agriculture
et la ruralité dans le monde

***Améliorer le fonctionnement
des marchés agricoles en
Afrique de l'Ouest***

présentation: Benoit FAIVRE DUPAIGRE



Objectif: formuler des propositions pour améliorer le fonctionnement des marchés dans une perspective de développement de la zone Afrique de l'Ouest

- ⌘ volonté d'avoir une étude qui « parle » aux décideurs africains
- ⌘ problématique ancrée dans l'actualité (la relation entre commerce et développement)
- ⌘ des conclusions qui reposent sur des observations de terrain

La logique de l'étude

1. rappel des spécificités du secteur agricole
2. analyse du commerce régional et du commerce vis à vis des tiers
 - ⇒ L'impact du TEC sur le commerce régional a été limité
 - ⇒ questionnement sur l'intérêt du désarmement tarifaire seul
3. les obstacles aux échanges et les moyens de les lever
4. qu'échanger si l'offre ne suit pas ?
5. une approche globale de la valorisation de l'offre régionale
 - redéfinition de priorités d'interventions
 - Relégitimation du rôle de l'Etat, montée en puissance de la profession agricole

Pourquoi dit-on que les marchés ne « fonctionnent » pas bien en Afrique de l'Ouest?

1 –mauvaise transmission des prix internationaux au niveau interne :

raison : formes d'entente entre importateurs, la multitude de coûts additionnels liés à l'état des infrastructures, les problèmes de non-respect des règles contractuelles ou de la légalité (systèmes de rackets, taxations sauvages), les mécanismes non-conventionnels de taxation (surtaxes, avances sur les bénéfiques, droits d'accises)

2 –les échanges sont soumis à toutes sortes d' obstacles physiques

raison : règles d'origine, les mesures SPS draconiennes ou comme des quotas d'importation négociés, suite à des accords de branche ; d'autres s'affranchissent des engagements pris par exemple avec leur Union économique comme les interdictions temporaire d'exportations de céréales, qui, de fait, distendent le lien entre la demande du consommateur final (ménages ou entreprises) pour le bien importé et son prix

3 – une non réponse de l'offre aux signaux de marché

raison : offre très rigide, absence de marchés du crédit et du risque, droits d'entrée sur un marché

Que constate-t-on rétrospectivement comme impact de la libéralisation des échanges en AO?

1- une référence: la mise en place du TEC :

- ☒ De 1996 à 2005, le commerce intra CEDEAO est X 2,5 sans rupture de tendance
- ☒ Le commerce régional est un commerce de voisinage
- ☒ le commerce intra-UEMOA a plus progressé que l'extra-UEMOA lors de la libéralisation des échanges de produits agricoles
- ☒ Le TEC a favorisé les importations extra-UEMOA
 - => le TEC n'a pas dynamisé les échanges régionaux
 - => peu d'entreprises se sont inscrites dans une démarche régionale

2 – le commerce se structure selon des déterminants géographiques:

- ☒ 4 pays assurent l'essentiel de l'approvisionnement régional des autres pays
- ☒ La politique monétaire et commerciale du Nigeria est déterminante pour ses voisins

Quelles sont les limites à l'expansion du commerce ?

- 1- des contraintes qui s'exercent sur les échanges
- 2- les imperfections du marché intérieur

Des limites aux échanges à lever

☒ Développer les infrastructures:

- Bamako-Dakar (1000km): 48 h
- Lagos-Abidjan: un barrage routier tous les 14 km

☒ Anticiper sur l'insécurité politiques:

- En 2002, Abidjan traite 57% des approvisionnements de Mali+BF
- Après 2002: Mali passe par Lomé et Tema, BF par Cotonou et Lomé

☒ Respecter les règles régionales:

- Application aléatoire de la TVA, non-reconnaissance de l'origine, non respect des conventions sur le transit
- Interdictions temporaires d'exporter (céréales au Mali, Guinée, Niger, Nigeria, Togo)
- Normes techniques (bouteilles d'huiles de 4 l au Nigeria, colorant dans concentré tomate)

☒ Protéger les opérateurs contre les abus de pouvoir

- Les droits de douane négociés (de 1% à 41% pour l'huile de palme raffinée)
- La vulnérabilité des produits périssables et le marché parallèle des taxes

☒ Adapter et s'adapter aux normes SPS et règles d'origine

- 40% du commerce des PMA affecté par les SPS
- Sévérité des normes UE=> 670 millions US\$ de perte pour l'Afrique en 2002
- Règles d'origine: une contrainte mais une condition pour bénéficier de préférences

☒ Connaître les politiques monétaires des partenaires

- Le cas des céréales sur l'axe Niger-Nigeria

Une offre qu'il faut dynamiser

- ☒ Favoriser l'accès à l'investissement par le crédit
 - ☒ 90% du crédit à l'agriculture par les IMF est du crédit CT
 - ☒ 3 banques agricoles subsistent en AO; 2 banques de développement
 - ☒ 5% des ménages au Niger ont accès à du crédit
 - Regain d'intérêt pour des institutions intermédiaires (BD renouvelées) et une offre plus diversifiée
 - Relégitimation de la bonification d'intérêt
 - Nouvelles formes de garantie des crédits (fonds paritaires, société de cautionnement, warrantage)
- ☒ Réduire le risque agricole par des systèmes d'assurance
 - ☒ Pb. Des risques co-variants
 - ☒ Assurances calamités (sur indices agro-climatiques) et assurances personnelles
 - ☒ Mécanismes de gestion des marchés: régulation sur l'espace régional
- ☒ Structurer des filières plus équilibrée au profit des producteurs
 - ☒ Organisation de la concertation au sein des filières
 - ☒ Favoriser la concurrence des fournisseurs et clients des agriculteurs
- ☒ Partager l'information de façon équitable et la mettre au service des agriculteurs
 - ☒ NTIC et réseautage des négociants

les enseignements pour des politiques économiques

1. La dynamisation des échanges n'est pas une simple question administrative ou réglementaire
2. Corriger certains dysfonctionnements sans avoir une approche globale serait inefficace
3. A l'interface entre amélioration des marchés et dynamisation de l'offre on trouve en particulier:
 - ⌘ Les mesures qui pallient l'absence de marché du crédit et de l'assurance pour relancer l'investissement
 - ⌘ La stabilisation de l'environnement des affaires: lutte contre les risques prix (gestion des marchés) et stabilisation du cadre réglementaire et Etat de droit

La complémentarité des rôles

⌘ Les producteurs sont souvent désignés comme acteurs des politiques

- ⊞ Financement: banques de développement, banques agricoles et IMF
- ⊞ Assurances: fonds calamité, mutuelles d'assurance
- ⊞ Etat de droit: cour de justice et organismes consulaires
- ⊞ Gestion des filières: stabilisation des prix aux frontières, offices, interprofessions
- ⊞ Normes: réglementation et auto-contrôle des syndicats de produits

⌘ L'Etat regagne la confiance des bailleurs

- ⊞ Aide budgétaire
- ⊞ Aides ciblées (aide au commerce)
- ⊞ Réhabilitation d'outils de développement: bonification, Organisations de produits de base

Des ambitions nouvelles pour les OP et la puissance publique

- ⌘ Les OP ont acquis leur légitimité et prouvé leur efficacité dans le débat public
 - ☑ Le défi est dorénavant de peser économiquement et donc politiquement
 - ⌘ La pression concurrentielle internationale n'a pas dopé la production agricole africaine
 - ☑ Le défi est la satisfaction des opportunités régionales (demande urbaine, pression migratoire, coût des transports)
- => Il faut se donner les moyens de créer un environnement économique stable (dont la tarification variable)